

Cote du document: EB 2012/LOT/P.6
Date: 2 novembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à l'Érythrée pour le

Projet national de développement de l'agriculture

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abla Z. Benhammouche
Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2226
courriel: a.benhammouche@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	1
A. Zone d'intervention et groupe cible	1
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	2
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	3
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	3
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	3
E. Supervision	4
IV. Coût, financement et avantages du projet	4
A. Coût du projet	4
B. Financement du projet	4
C. Résumé des avantages et analyse économique	4
D. Durabilité	5
E. Identification et atténuation des risques	5
V. Considérations d'ordre institutionnel	5
A. Respect des politiques du FIDA	5
B. Alignement et harmonisation	6
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	6
D. Participation à l'élaboration des politiques	6
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	6
VII. Recommandation	7
Annexe	
Accord de financement négocié	8
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

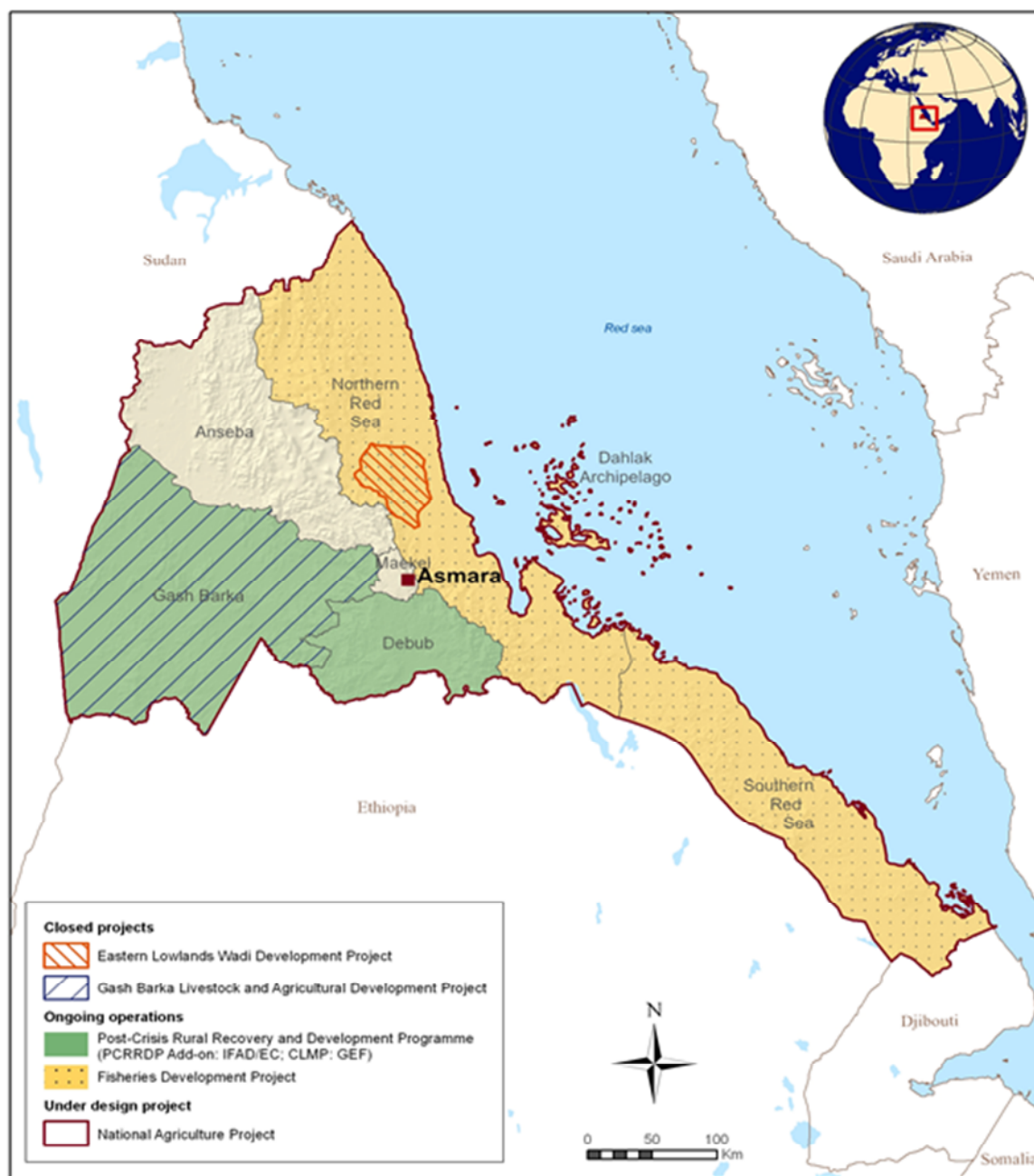
ICARDA Centre international de recherches agricoles dans les zones arides

S&E Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet

Eritrea

National Agriculture Project area and overview of IFAD operations in the country



23-6-2011



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Érythrée

Projet national de développement de l'agriculture

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	Érythrée
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	26,38 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	11,40 millions de DTS (équivalant approximativement à 17,28 millions d'USD)
Contribution du pays bénéficiaire du don:	5,40 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,70 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don en faveur de l'Érythrée pour le Projet national de développement de l'agriculture, telle qu'elle figure au paragraphe 28.

Proposition de don à l'Érythrée pour le Projet national de développement de l'agriculture

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. En Érythrée rurale, 65% environ de la population appartient à la catégorie des personnes à faible revenu et 37% d'entre elles souffre d'une forte insécurité alimentaire. Durant les années caractérisées par une bonne pluviométrie, 60% seulement de la population est en situation de sécurité alimentaire, pourcentage qui chute à 25% lorsque les précipitations sont faibles. L'agriculture, pilier de l'économie, représente quelque 24% du PIB et assure la quasi-totalité des emplois en milieu rural. Les principales contraintes dont souffre le développement agricole sont l'insuffisance de l'accès à des intrants modernes, la médiocrité des compétences techniques, la faiblesse des capacités institutionnelles et le manque de fertilité des sols. Pour surmonter ces obstacles, il sera nécessaire d'adopter des technologies fiables et peu onéreuses, de produire et de distribuer des semences améliorées, de développer et d'améliorer les systèmes d'irrigation, d'adopter des approches novatrices en matière de gestion des sols et de l'eau et de promouvoir une gestion durable des ressources naturelles.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

2. Le but du projet sera de mettre en place les institutions et la base de connaissances nécessaires pour promouvoir les investissements futurs en faveur du développement de l'agriculture paysanne. Le projet s'inscrit dans le droit fil des politiques agricoles du gouvernement – principalement la Proclamation de l'Érythrée sur l'eau (n° 162/2010) et le Programme national d'action pour l'adaptation aux changements climatiques.
3. Les objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) approuvé en 2006 sont les suivants: i) rétablir les modes de subsistance indépendants des ménages ruraux touchés par les crises; ii) augmenter durablement la productivité et la rentabilité de l'agriculture; iii) augmenter les revenus des ruraux et réduire la dégradation de l'environnement grâce à la formation et aux activités de vulgarisation; et iv) mettre en place des capacités institutionnelles et appuyer les efforts de développement dus à l'initiative locale. Le projet contribuera à la réalisation de ces quatre objectifs stratégiques.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

4. Le projet aura une portée nationale; ses activités seront mises en œuvre dans 34 sous-zoba (régions) appartenant aux six zoba du pays et à trois zones agroécologiques. Il devrait couvrir une zone agricole estimée au total à 1,2 million d'hectares. Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le projet visera les ménages pauvres et en situation d'insécurité alimentaire. Les femmes

chefs de famille, qui bénéficieront d'une attention particulière, se verront allouer en priorité des terres dans les nouvelles zones d'irrigation. Les bénéficiaires des investissements en faveur du petit élevage (ovins, caprins et volailles de basse-cour) seront les suivants: i) les femmes et les ménages dirigés par une femme; ii) les ménages cultivant de petites parcelles non irriguées (moins de 2 ha) ou irriguées (0,1 à 0,25 ha); iii) les ménages d'éleveurs possédant au maximum cinq bovins et dix ovins/caprins; et iv) les paysans sans terre ou quasiment sans terre (personnes déplacées à l'intérieur du pays ou expulsées, rapatriés et soldats démobilisés).

B. Objectif de développement du projet

5. L'objectif de développement du projet est d'augmenter durablement la productivité de l'agriculture paysanne. D'ici à 2017, le projet devrait permettre d'accroître la production vivrière annuelle de 85 653 tonnes par an pour les céréales et de 9 000 tonnes pour les fruits et légumes. En ce qui concerne l'élevage, le surcroît de production devrait se déclinier comme suit: 55 tonnes de volaille, 4,03 millions de litres de lait, 2,2 millions d'œufs et 28 tonnes de miel. Le fourrage pour le bétail devrait augmenter d'environ 163 420 tonnes tandis que le surcroît de cheptel devrait être le suivant: 10 980 caprins, 1 900 bovins et 55 200 poulets.

C. Composantes/résultats

6. Le projet s'articulera autour des trois composantes suivantes:
- a) le **développement des ressources en eau à usage agricole**, grâce à la mise en œuvre des activités ci-après:
 - i) la caractérisation des bassins versants, avec notamment l'utilisation de systèmes d'information géographique (SIG) et d'images satellites afin de définir les ressources agricoles des bassins versants et classer ceux-ci en fonction de leur potentiel agricole;
 - ii) l'amélioration des systèmes météorologiques et hydrométriques, de manière à pouvoir disposer en temps réel d'informations sur les précipitations, le ruissellement et le débit des rivières;
 - iii) le développement des infrastructures agricoles, notamment l'amélioration des technologies de conservation des sols et de l'eau dans les zones non irriguées, l'expansion de l'irrigation sous pression et de l'irrigation par épandage des eaux de crue, et l'amélioration de la conception des systèmes existants.
 - b) la **production agricole intégrée**, grâce à la mise en œuvre des activités ci-après:
 - i) la mise en place d'un système semencier national, la création d'une unité semencière nationale et le renforcement de l'Institut national de recherche agronomique afin de mettre au point des variétés culturales améliorées et de produire des semences de prébase et de base;
 - ii) l'appui à trois centres de traitement des semences et renforcement des services de certification des semences;
 - iii) l'appui à l'intensification de la production agricole irriguée et non irriguée grâce à la fourniture d'engrais, de produits agrochimiques, de semences certifiées/améliorées, ainsi que la réalisation d'essais d'agriculture de conservation et de vulgarisation améliorée;
 - iv) la promotion des investissements en faveur du petit élevage pour les personnes à plus faible revenu et pour les femmes n'ayant qu'un accès limité à la terre. Des services de santé animale, des points d'eau, la production d'aliments pour animaux et la gestion des routes à bétail viendront compléter ces activités.

- c) Des **services d'appui au projet** renforceront les institutions concernées, tant au niveau national qu'à celui des *zoba*. Dans le cadre du renforcement des capacités, un programme de formation sera organisé à l'intention du personnel chargé de mener à bien des activités en relation avec le projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

7. L'exécution du projet sera assurée dans le cadre des structures institutionnelles décentralisées du gouvernement, en collaboration avec le secteur privé. La gestion globale du projet relèvera de la responsabilité du Ministère de l'agriculture. Au niveau des *zoba*, la mise en œuvre et la coordination quotidiennes des activités seront assurées par les administrations compétentes respectives. Le processus de développement, qui sera impulsé par la communauté, sera mené par le biais de la structure des *kebab* (petits groupes de villages), qui existe déjà.

B. Cadre organisationnel

8. Sous l'égide du Ministre de l'agriculture, le Comité national de pilotage du projet sera responsable de la surveillance. Le Ministre de l'environnement, de la terre et des ressources en eau et les gouverneurs des six *zoba* seront également membres du comité.
9. Le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA), l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) et le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) devraient fournir un appui technique pour le renforcement du système semencier national. L'ICARDA offrira également au gouvernement un appui technique pour la cartographie et la caractérisation des bassins versants. Le Centre international d'agriculture biosaline appuiera le développement de cultures adaptées aux sols salins dans les zones côtières de la mer Rouge septentrionale et de la mer Rouge méridionale.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

10. Le projet apportera une assistance afin de renforcer et de diffuser la base de connaissances sur les ressources en eau à usage agricole et en terres et d'enrichir les savoirs relatifs au changement climatique, dont l'importance est cruciale pour le développement de l'agriculture paysanne dans le pays. Une étude de référence sera effectuée durant les six premiers mois d'exécution, ce qui permettra d'établir des critères pour la mesure de l'impact du projet. Le cadre logique du projet fournira les bases du suivi-évaluation (S&E), sous la supervision de la Division de la planification et des statistiques du Ministère de l'agriculture. L'unité de S&E en place au sein de cette division aura la responsabilité d'ensemble du S&E.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

11. La responsabilité globale de la gestion financière et des achats relèvera de la Division de l'administration et des finances du Ministère de l'agriculture. Au sein des unités de coordination du projet au niveau des *zoba*, les unités financières seront chargées de la comptabilité, de la gestion financière et de la passation des marchés au niveau local. Le Directeur de cette division contrôlera les comptes du projet ainsi que les passations de marchés et les décaissements effectués dans ce cadre. Les fonds du FIDA seront déposés sur un compte réservé auprès de la Banque d'Érythrée, avant d'être transférés sur le principal compte d'exploitation du projet auprès du Ministère de l'agriculture, d'où ils seront versés sur le compte d'exploitation de l'Institut national de recherche agronomique ainsi que sur les comptes d'exploitation des six *zoba*. Les commissaires aux comptes du Ministère de l'agriculture et de l'administration des *zoba* effectueront l'audit des principaux décaissements. Pour chaque exercice, les comptes, les états et les registres

financiers du projet seront vérifiés, conformément aux directives du FIDA relatives à l'audit des projets, par des commissaires aux comptes qualifiés, indépendants et externes agréés par le FIDA, et dont le mandat devra être approuvé par le Fonds.

E. Supervision

12. Le projet sera directement supervisé par le FIDA. Des missions annuelles d'appui à l'exécution/de supervision, assorties de missions de suivi de courte durée effectuées à intervalles réguliers, seront organisées en collaboration avec les partenaires d'exécution, afin d'examiner l'état d'avancement et les données concernant le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI).

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

13. Le coût total du projet, sur une période d'exécution de six ans, est estimé à 26,4 millions d'USD, soit un coût de base de 24,9 millions d'USD et une provision pour imprévus de 1,4 million d'USD. On estime à 5,5 millions d'USD le coût en devises. Imprévus compris, la première composante représente 10,8 millions d'USD, soit 41% du coût total; la deuxième composante, 13,2 millions d'USD, soit 50% du coût total; et la troisième composante, 2,4 millions d'USD, soit 9% du coût total.

B. Financement du projet

14. Le projet sera financé grâce à un don, octroyé au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), de 11,40 millions de DTS (équivalant à 17,28 millions d'USD), soit 65% du coût total. Le gouvernement versera un financement de contrepartie en monnaie locale équivalant à 5,4 millions d'USD, soit 21% du coût total, qui couvrira essentiellement les impôts et taxes (4,3 millions d'USD). La contribution des bénéficiaires, qui représentera l'équivalent de 3,7 millions d'USD, soit 14% du coût total, sera faite en monnaie locale, en espèces ou en nature. On trouvera au tableau ci-dessous le plan de financement, par bailleur de fonds et composante.

Erythrée
Projet national de développement de l'agriculture
Composantes par financeur
(en milliers d'USD)

	Gouvernement		FIDA		Contribution des bénéficiaires		Total		Devises		Monnaie locale (hors taxes)		Impôts et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%					
A. Développement des ressources en eau à usage agricole													
Caractérisation des bassins versants	153	43,6	138	39,3	60	17,1	352	1,3	60	138	153		
Amélioration des systèmes météorologiques et hydrométriques	122	10,8	1 011	89,2	-	-	1 133	4,3	367	643	122		
Développement de l'infrastructure agricole	2 318	24,9	4 839	52,0	2 146	23,1	9 303	35,3	930	6 561	1 812		
Sous-total développement des ressources en eau à usage agricole	2 593	24,0	5 988	55,5	2 206	20,5	10 787	40,9	1 358	7 343	2 087		
B. Production agricole intégrée													
Développement du système semencier national	443	10,9	3 620	89,1	-	-	4 063	15,4	2 109	1 511	443		
Intensification de la production culturale	841	20,5	2 428	59,3	826	20,2	4 094	15,5	409	2 844	841		
Appui à la production de l'élevage	980	19,3	3 425	67,5	669	13,2	5 074	19,2	1 542	2 835	697		
Sous-total production agricole intégrée	2 264	17,1	9 473	71,6	1 495	11,3	13 232	50,2	4 060	7 191	1 981		
C. Services d'appui aux projets	543	23,0	1 818	77,0	-	-	2 361	9,0	71	2 057	234		
Total coûts du projet	5 400	20,5	17 278	65,5	3 701	14,0	26 380	100,0	5 488	16 590	4 302		

C. Résumé des avantages et analyse économique

15. Les bénéficiaires sont les petits agriculteurs, les agroéleveurs et les éleveurs. D'une façon générale, les petits agriculteurs pratiquant l'agriculture pluviale tireront avantage de l'amélioration des pratiques productives, notamment les techniques améliorées de gestion des sols et de l'eau, et d'un meilleur accès à des semences de qualité et résistantes à la sécheresse. Les éleveurs et les agroéleveurs bénéficieront de l'amélioration des terres de parcours communales, de la multiplication des points d'eau et de l'amélioration des services de santé animale. Au total, 81 292 ménages (soit 406 000 individus) – dont quelque 16 258 ménages dirigés de facto/de jure par des femmes – tireront du projet des avantages directs. Par ailleurs, le personnel du Ministère de l'agriculture, de l'Institut national de recherche agronomique, du Ministère de l'environnement, de la terre et des

ressources en eau et des administrations de district bénéficieront d'activités de formation organisées dans le cadre du projet. Le taux de rentabilité économique est estimé à 21% sur une période de 20 ans. La viabilité économique du projet est suffisamment solide pour faire face à des variations défavorables en termes de coûts et de surcroît de production. Dans le cas d'une majoration des coûts de 10%, le taux de rentabilité économique serait de 16%. Si le surcroît de production diminuait de 10%, le taux de rentabilité tomberait à 15%.

D. Durabilité

16. Les problèmes liés à la durabilité des acquis après la conclusion des opérations ont été abordés au niveau de la conception du projet comme suit:

- **Viabilité institutionnelle.** Les institutions participantes, à tous les niveaux – du Ministère de l'agriculture aux *zoba*, jusqu'aux groupements de producteurs –, seront renforcées et des liens seront établis pour assurer une mise en œuvre effective et consolider les capacités institutionnelles. Les moteurs de l'exécution du projet sont les communautés et les organisations de producteurs, à l'aide du cadre actuel de planification décentralisée du développement.
- **Soutenabilité financière.** Les comptes renouvelables des services de fourniture d'intrants et des services de santé animale seront élargis pour couvrir l'ensemble des districts et assurer un approvisionnement continu après la clôture du projet. Un accord de recouvrement des coûts engagés pour le développement de l'irrigation et de l'élevage, adopté pour des interventions passées et en cours, sera poursuivi et affiné pour le recouvrement des coûts d'investissement. Les associations d'usagers de l'eau prendront en charge les dépenses de fonctionnement des périmètres d'irrigation et une formation leur sera dispensée pour en assurer une gestion durable.

E. Identification et atténuation des risques

17. Les deux principaux risques et les mesures permettant de les atténuer sont les suivants:

- **Des restrictions de l'État sur les opérations du secteur privé.** L'intensification de la concertation sur les politiques de libéralisation du marché; le renforcement des capacités du gouvernement en matière de passation des marchés; l'accroissement des disponibilités locales en intrants et le recours à des technologies utilisant des matières premières d'origine locale permettront d'atténuer ce risque.
- **Des précipitations insuffisantes et/ou irrégulières et des sécheresses.** Ce risque sera atténué grâce à l'intensification de la conservation des ressources en eau à usage agricole et à leur gestion dans les zones non irriguées; à la protection et à la gestion améliorée des bassins versants; à la production et à la promotion de variétés résistantes à la sécheresse; à l'expansion de l'irrigation, et à une conception améliorée et un meilleur usage des systèmes d'irrigation pour accroître la production agricole.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

18. Le projet est conforme à la Politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement, et il contribuera à la réalisation de l'objectif stratégique du Fonds, à savoir éradiquer la pauvreté et la faim dans les zones rurales, tel qu'énoncé dans le COSOP pour l'Érythrée. Il est également aligné sur l'objectif général du FIDA consistant à donner aux ruraux pauvres les moyens d'améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire.

Égalité des sexes

19. Pour ce qui est de l'allocation des terres dans les nouvelles zones irriguées, la priorité sera accordée aux femmes chefs de famille; quant aux investissements en faveur du petit élevage, ils seront accordés exclusivement aux femmes et aux femmes chefs de famille. L'Union nationale des femmes érythréennes encouragera les femmes à participer au projet.

Impact sur l'environnement

20. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'incidence négative notable sur l'environnement. L'évaluation de l'impact du projet sur le changement climatique a indiqué une contribution positive à l'adaptation et l'absence de toute contribution nette aux émissions de gaz à effet de serre.

B. Alignement et harmonisation

21. Le FIDA est membre du Groupe de la sécurité alimentaire en Érythrée. Le Fonds a conclu des partenariats avec l'ICARDA, l'ICRISAT, le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur le développement des semences, la gestion de l'eau, le développement de l'apiculture et les effets du changement climatique, et il travaillera en étroite collaboration avec le programme Amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim, financé par la Commission européenne.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

22. Les principales caractéristiques novatrices du projet sont notamment:
 i) la caractérisation des bassins versants, en collaboration avec l'ICARDA;
 ii) la priorité donnée à l'intensification durable et la mise à l'essai de EX-ACT, l'outil d'évaluation ex-ante bilan carbone; iii) la mise au point et la diffusion de nouvelles technologies sur une base participative, en collaboration avec l'Institut national de recherche agronomique, le Ministère de l'agriculture, les divisions agricoles des administrations des *zoba* et les agriculteurs; et iv) l'établissement d'entreprises semencières dans les villages.
23. **Reproduction à plus grande échelle.** La stratégie de reproduction à plus grande échelle est implicite dans la conception, la justification et l'approche du projet. Des critères de sélection des bassins versants permettront d'établir un ordre de priorité dans chaque *zoba* et les pratiques de développement de l'agriculture probantes seront transposées à plus grande échelle au sein des bassins versants et au-delà, dans la mesure des ressources disponibles.

D. Participation à l'élaboration des politiques

24. Le projet apportera un appui dans les domaines suivants: i) la mise en place d'un cadre national d'action en faveur de l'agriculture paysanne, qui jettera les bases pour le développement à moyen et à long terme de ce secteur;
 ii) le développement axé sur la collectivité apportant une réponse adéquate aux besoins exprimés par les communautés participantes; iii) la formulation de politiques simples et directes, avec une participation accrue du secteur privé et des petits agriculteurs à la prise de décisions et au financement des activités; et iv) la mise en place d'un cadre institutionnel plus rationnel qui permette d'éviter les conflits et d'assurer une plus grande transparence et une meilleure reddition de comptes.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

25. Un accord de financement entre l'Érythrée et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.

26. L'Érythrée est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
27. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

28. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'Érythrée un don d'un montant équivalant à onze millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (11 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated Text
18/09/2012

GRANT NO. DSF-_____

FINANCING AGREEMENT

National Agriculture Project
(NAP)

between

THE STATE OF ERITREA

and the

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Signed in _____

on _____

FINANCING AGREEMENT

Grant Number: _____

Project Title: National Agriculture Project (the "Project")

The State of Eritrea (the "Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is SDR 11 400 000.

2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

3. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of USD 1 098 000 to cover a portion of civil works, livestock inputs, technical assistance, trainings, workshops and studies, in addition to an amount approximately equivalent to USD 4 302 000 to cover duties and taxes for the Project in accordance with Annual Work Plans and Budgets (AWPBs) referred to in Section II, paragraph 1 of Schedule 1 hereto.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be Ministry of Agriculture of the Recipient.

2. Additional Project Parties include but are not limited to service providers and institutions mentioned in Schedule 1.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - a) The Project National Steering Committee shall have been expanded to include the governors of the four new Zobas participating in Project (Northern Red Sea, Southern Red Sea, Maekel and Anseba).
 - b) Project coordination offices with composition and functions satisfactory to IFAD shall have been established, in Northern Red Sea, Southern Red Sea, Maekel and Anseba Zobas; and the Fund shall have determined that the National Project Coordination Office has been adequately strengthened to carry out its additional responsibilities for the Project.
2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Recipient:

Minister of Agriculture
PO Box 1048
Asmara, Eritrea

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

THE STATE OF ERITREA

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall benefit about 81,292 households in the six Zobas of Eritrea (the "Project Area"). The Project shall target poor and food-insecure households. Particular attention will be given to women-headed households (WHHs) (an estimated 40 per cent of households in the Project area out of the total households targeted) which will receive priority in land allocation in new irrigation areas while small livestock investments (sheep, goats and backyard poultry) will target only women and WHHs; households cultivating small areas of rainfed crops (<2 ha) or small areas of irrigated crops (0.1-0.25 ha); pastoralist households with maximum of 5 cattle and 10 sheep/goats; landless and near landless people (Internally Displaced People, expellees, returnees and demobilized soldiers, etc.).
2. *Goal.* The goal of the Project shall be to positively contribute to rural household and national food security and to the alleviation of rural poverty.
3. *Objective.* The objective of the Project shall be to sustainably raise smallholder agricultural production and productivity.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

4.1 Component 1 – Agricultural Water Resources Development

(a) Watershed characterization: This Subcomponent is intended to provide detailed information on watersheds in all Zobas. This will inform an integrated watershed management approach to agricultural development, aiming to raise agricultural productivity while conserving the environment.

(b) Improvement of meteorology and hydrology systems: This Subcomponent is intended to provide real time information on water availability and delivery in conveyance systems enabling more efficient use of available water, erosion control and minimising flood damage to irrigation infrastructure, crops and human life

(c) Agricultural infrastructure development: This Subcomponent shall encompass the following activities: (i) Irrigation development including small-scale surface and pressurized irrigation and spate irrigation systems; (ii) Rainfed agriculture intensification in high potential areas identified through the watershed characterization exercise; (iii) Catchment protection through soil and water conservation measures to prevent land degradation and reduce siltation of irrigation and water storage infrastructure; and (iv) Capacity building to support the above activities.

4.2 Component 2 – Integrated Agricultural Production

(a) Development of a National Seed System: This Subcomponent will build on the work of the Post-crisis Rural Recovery and Development Programme to build a sustainable seed system to undertake: (i) variety introduction, evaluation and maintenance; and (ii) production of certified/improved seed including in village-level seed enterprises.

(b) Input supply: Under this Subcomponent access to organic and inorganic fertilisers, nitrogen and phosphorous in particular will be enhanced to maximise benefits of improved seed supply and water management. Agro-chemicals will be provided for the control of disease and pests in the production of fruits and vegetables.

(c) Technology generation and dissemination – Under this Subcomponent the system developed under the Post-crisis Rural Recovery and Development Programme will be expanded and primary focus will be placed on supplementary irrigation for rainfed and spate systems, trials of crops adapted to saline soils and commercialization and market-orientation of post-harvest handling, processing and marketing of produce from irrigated systems to increase profitability and return on investments.

(d) Livestock support – This Subcomponent shall include support for small stock operations (focused on goat breeding), small scale dairy, backyard poultry and apiculture as well as improvement to communal rangeland management (Voluntary Livestock Exclusion Areas (VLEAs), over-sowing with forage seeds and planting of forage trees) and animal health systems and capacity building in relation to food quality and safety.

4.3 Component 3 – Project Support Services and Capacity Building

- (a)** This Subcomponent shall include activities related to training communities and producers organisations to manage irrigation and infrastructure
- (b)** This Subcomponent shall include activities related to training of Government officials
- (c)** Project coordination
- (d)** Project management, monitoring and evaluation

II. Implementation Arrangements

1. **Ministry of Agriculture (MOA).** The Project shall be implemented within the Recipient's decentralized institutional framework and in collaboration with the private sector. The overall management of the Project shall be the responsibility of the Minister of Agriculture. The National Project Coordination Office (NPCO) already established in the MOA shall have responsibility for the coordination of Project implementation including preparation of the consolidated Annual Work-Plan and Budget (AWPB) based on the respective AWPBs from the MOA, the National Agricultural Research Institute and the participating Zobas; and production of 6-monthly and consolidated annual progress reports. The Administration and Finance Division of the MOA shall have responsibility for planning and coordination of procurement, accounts and financial management. The Planning and Statistics Division will conduct impact evaluation and knowledge management including production of annual evaluation reports, conducting the annual implementation review workshops, special/thematic studies and will prepare the Mid-Term Review and the Project Completion Report.

2. **Zoba Administrations.** The day-to-day implementation and coordination at the Zoba level shall be the responsibility of the respective Zoba administration, under the direction of the Governor. Each Zoba shall establish and operate a Zoba Project Coordination Office (ZPCO) which shall have the responsibility for the preparation of the Zoba AWPB, the six monthly and annual progress reports, and monitoring activities. Finance, accounting and local procurement shall also be entrusted to the ZPCO. The Agricultural Division of each Zoba administration shall implement the Watershed Characterisation and Agricultural Infrastructure Development Subcomponents of Components 1 and 2.

3. Within each Zoba, the development process shall be largely driven by the local communities through the Sub-zobas and Kebabi administrations through the Recipients decentralised participatory planning system, whereby Village Development Plans are consolidated into Kebabi plans, which are then consolidated into Sub-zoba plans, which are then consolidated into Zoba plans. The Sub-zoba Agricultural Divisions shall provide direct supervision of the Kebabi-based technical teams as well as prepare progress reports following Government guidelines. The same Sub-zoba Agricultural Divisions shall technically backstop Kebabi operations, including training, support to planning including preparation of Sub-zoba AWPBs. The Kebabi Administration shall also play a key role in conflict resolution.

4. **Agricultural Extension Department (AED) of MOA.** The AED shall provide technical backstopping to the Zoba administrations, and ensure that Project implementation is aligned with government policy and strategy. It shall collaborate with the Ministry of Land, Water and Environment in ensuring that agricultural production activities are carried out within the environmental guidelines and policies.

5. **Regulatory Services Department (RSD) of MOA.** RSD shall provide quality assurance and certification services for agricultural inputs and outputs including quarantine for imported plant products. It shall ensure necessary training for private and public institutions with regards to policies and regulations for quality control. It shall certify the quality of seeds and agro-chemicals before use.

6. **National Agricultural Research Institute (NARI).** NARI shall have direct responsibility for variety screening, evaluation and maintenance, producing breeder and foundation seeds, and training of the private sector in the production of foundation seed for an eventual transfer of that responsibility to them.

7. **Ministry of Land, Water and Environment (MLWE).** The MLWE's Zoba units shall have the responsibility for the implementation of the meteorology and hydrometry systems and ensuring the Project activities are within the environmental guidelines with technical backstopping from the respective departments of MLWE.

8. **Project National Steering Committee (PNSC).** The PNSC was established under the past IFAD assistance and will remain in place for the Project with the addition of the Governors of the four new Zobas. Its functions shall remain the same and shall include: (i) oversight of Project implementation; (ii) ensuring that the Project is implemented within the national policy and strategy framework; (iii) approval of the AWPB; and (iv) assistance in resolving conflicts and/or implementation bottlenecks. It will review and approve key reports before forwarding them to IFAD. The PNSC will meet on a 6-monthly basis.

9. **Zoba Project Coordination Committees (ZPCCs).** The ZPCCs operate at Zoba level and have already been established and are functional in Zoba Debub and Zoba Gash Barka. Similar committees shall be established in the four new Zobas with the same composition and functions. Their basic functions shall be to provide oversight of operation at Zoba level and to review and endorse the Zoba AWPB and key reports before forwarding to the National Project Coordination Office. The ZPCCs will meet on a quarterly basis.

10. **Eritrea National Seed Enterprise (ENSE).** Once in place as part of Component 2, the ENSE shall organise and supervise a network of out-growers to produce certified seeds, and organise seed processing and distribution. The ENSE, in collaboration with Zoba seed units, shall technically backstop private sector seed growers for production, processing and marketing of certified/improved seeds.

11. Community Participation. The development process adopted by the Project shall be community driven. In order for this to function, the communities must identify and prioritise their problems and define development actions to address them. Each Kebabi administration has a Planning and Implementation Committee (PIC) to review and consolidate the Village Development Plans into a Kebabi plan. The PIC is headed by the Kebabi Administrator, assisted by the local Zoba assembly members. PICs shall receive technical support from the Sub-Zoba line agencies. The Kebabi plans shall be submitted to the Sub-Zoba Planning Committee (SPC) for review, approval and incorporation into the Sub-Zoba development plan. SPCs are composed of the Sub-Zoba development Administrator as the chairperson, heads of Sub-Zoba departments, local Zoba assembly members, National Union of Eritrean Women (NUEW), Kebabi Administrators, and civil society organisations. The Project shall provide financing for workshops and training as may be required and for capacity enhancement through training and payment of community development agents to be appointed by the council. Financing shall also be provided for the strengthening of the Kebabi technical teams.

12. Technical Partners in Implementation The European Commission (EC) is providing technical collaboration and co-financing under the PCRRDP-Add-on. It also has a national programme for food security which has similar objectives to the Project, and is being implemented under the same institutional framework as other IFAD assisted programmes. IFAD and the EC are also providing support in ICT to the MOA. The Global Environmental Facility is providing assistance in the Catchment and Landscape Management Project which compliments PCRRDP and is coherent with the integrated watershed management approach of the Project. Consultations on harmonization of policies, resource use and technical approaches which have been established between IFAD and EC will continue under the Project to ensure synergy and better impact on the development of the agricultural sector for enhanced food security and rural poverty alleviation. ICARDA has provided significant technical inputs in the design of the project, and consultations have been established with relevant CGIAR centres (ICRISAT, CIMMYT, CIP and ICBA) for technical support during implementation. All IFAD programmes/projects have established close working relations with the MLWE to ensure that the environmental and natural resource management aspects are addressed in a coordinated way.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage (net of govt. & beneficiary contributions)
I. Civil Works	3 050 000	100% net of tax
II. Vehicles, Motorcycles, Equipment and Materials	1 500 000	100% net of tax
III. Agricultural and Livestock Inputs	2 100 000	100% net of tax
IV. Technical Assistance, Training, Workshops and Studies	2 840 000	100% net of tax
V. Recurrent costs – operations and maintenance	770 000	100% net of tax
Unallocated	1 140 000	
TOTAL	11 400 000	

2. *Start-up Costs.* Withdrawals to meet the costs of starting up the Project incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal must be approved in advance by the Fund and shall not exceed an aggregate amount of USD 150 000.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Grant Account if the Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. At all times during the Project Implementation Period the Recipient shall ensure that appropriate arrangements satisfactory to the Fund shall be made for the coordination of activities under the Project. The Fund shall provide its prior agreement and shall reserve the right to review coordination arrangements as often as required to ensure their effectiveness during implementation.
2. No later than two years after Project effectiveness, a national seed system shall be established and fully operational through private-public sector collaboration, including participation by non-state actors: smallholders (cooperatives, farmers associations), private companies and village-based seed enterprises in certified seed production and distribution.
3. Guidelines and progress of agricultural infrastructural development and maintenance, including irrigation development and management related to the Project shall be reviewed by the Recipient not later than Project Year 3 to improve performance and sustainability.

Logical framework

Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions
<p>Goal To positively contribute to rural household and national food security and rural poverty alleviation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • HH with improvement in assets ownership index • Reduction in prevalence of child malnutrition • HHs or persons receiving Programme services • HHs with increased income and improved food security 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline & impact surveys • M&E and impact assessments • Gov. socio-economic/health survey and statistics • Project Completion Report 	<ul style="list-style-type: none"> • Political stability • No major drought • Enabling macro-micro policy • Policy and legal framework in place
<p>Development Objective To sustainably raise smallholder agricultural production and productivity</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Increase in crop and livestock production • Increased yields of grains, fruit, vegetable and fodder • Reduction in livestock mortality and morbidity 	<ul style="list-style-type: none"> • M&E Reports • Project impact assessments, MTR, PCR • Zoba MOA annual estimates of crop/livestock production 	<ul style="list-style-type: none"> • Political stability • Higher access to farmer inputs • Technological generation and incentive policy in place
Project Outputs			
<p>Output 1: Agricultural Water Resources Development 1.1 Watershed Characterisation. 1.2 Improvement of Hydrometry and Meteorology System 1.3 Agricultural Infrastructural Development</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Agricultural resource base defined by watershed for six Zobas • Hydrometry and meteorology system strengthened • Construction/rehabilitation of spate irrigation system design improved to enhance resilience in poor rainfall/drought years • Increased area of catchment protected • In new irrigation scheme – all women cultivating rain fed crops in the area taken over, and willing to participate are provided plots, and at least 40% of new users are women 	<ul style="list-style-type: none"> • Zoba watershed characterization reports • National Watershed Characterization Report • MLWE reports on hydrometry/meteorology • Real time weather information report by MLWE • Project evaluation reports of spate irrigation by Zoba Agricultural Division • Beneficiary evaluation report • Project report on agric. water resources develop. • Project impact assessments, MTR and PCR 	<ul style="list-style-type: none"> • Timely TA support from ICARDA • Collaboration between MLWE and MOA • MLWE staff capacity improved at Zoba level • Communities mobilized and maintaining infrastructure
<p>Output 2: Integrated Agriculture Production 2.1 Development of National Seed System 2.2 Intensification of Crop Production 2.3 Livestock Production</p>	<ul style="list-style-type: none"> • NSU, National Seed Board, Zoba Seed Units established and functional • Out-growers producing certified seeds trained and in production • Increased number of VBSEs – at least 40% owned by women • RSD strengthened and providing seed quality certification services • Larger area of irrigated cultivation under improved management • Input package including certified/improved seed fertilizers used in rainfed agriculture • CA promoted in Zobas (Debub, Gash Barka, N. Red Sea, Anseba) • Increased no. HH producing irrigated crop get extension services • No. HH in irrigation and rain fed/spate increase production/yield • Animal health services and feed enhanced through forage development • Communal rangeland improved with higher number of VLEAs 	<ul style="list-style-type: none"> • NARI report • NSU annual report (seed production in Eritrea) • National Seed System review workshop report • Zoba annual food production report • MOA-PSD annual food security report • PSD annual project evaluation report • Project M&E • Project impact assessments, MTR and PCR • AED annual Epidemiology report • Animal clinics and abattoirs' reports • Disease Surveillance report • Zoba Livestock Marketing report • Annual implementation Review Workshop reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Political stability • Timely TA support secured • Improved crop varieties available • NSU and NARI assure adequate supply of breeder, foundation and certified seeds • Extension policy and strategy revised • No prolonged drought • Veterinary staff increased • Policy for livestock revolving account operation developed
<p>Output 3 – Project Support Services and Capacity Building 3.1 Technical Support and Capacity Building 3.2 Programme Coordination and Monitoring 3.3 Impact Evaluation and Knowledge management</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Semi-annual monthly progress reports and annual audit reports produced timely 	<ul style="list-style-type: none"> • MOA and Zoba administration personnel record • Annual evaluation report • Technology generation/dissemination evaluation report • AWPB • MOA personnel report • PSD Reports • Annual implementation review workshop report 	<ul style="list-style-type: none"> • Staff released for training • Political stability and will • Inter-agency collaboration improved • Local institution available to undertake studies and reviews